

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AFR 64/007/2008  
ÉFAI  
18 septembre 2008

### Érythrée. Devoir de mémoire envers les prisonniers d'opinion incarcérés massivement il y a sept ans

Il y a sept ans, le 18 septembre 2001, le gouvernement érythréen plaçait en détention des centaines d'anciens responsables gouvernementaux, journalistes des médias privés et fonctionnaires. En ce 18 septembre 2008, alors que nous commémorons le septième anniversaire de ces événements, la plupart de ces personnes seraient encore détenues au secret.

Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, incarcérés uniquement pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions politiques. Le gouvernement érythréen n'a jamais divulgué leur lieu de détention et s'est abstenu, à maintes reprises, de répondre de manière vérifiable aux allégations selon lesquelles plusieurs prisonniers étaient morts en détention — et ce en dépit des appels répétés des membres d'Amnesty International mobilisés dans le monde entier.

Le gouvernement érythréen fait tout ce qu'il peut pour faire en sorte que ces prisonniers tombent dans l'oubli. Leurs familles ne sont toujours pas autorisées à leur rendre visite. Aucun de ces prisonniers n'a été inculpé ni présenté devant un tribunal. En outre, il semble qu'ils ne reçoivent pas de soins médicaux et soient, pour la plupart, détenus dans des conditions éprouvantes et soumis à des actes de torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La famille et les amis de ces personnes incarcérées en Érythrée depuis sept ans sont également en butte à la persécution lorsqu'ils dénoncent la détention de leurs proches. La pratique de la détention arbitraire se poursuit en Érythrée, se traduisant par l'incarcération de milliers d'autres personnes en raison de leurs opinions ou de leurs croyances. Ces personnes subissent elles aussi des traitements éprouvants.

À l'occasion de ce septième anniversaire, Amnesty International engage une nouvelle fois le gouvernement érythréen à libérer sans condition toutes les personnes arrêtées il y a sept ans et maintenues en détention au secret sans avoir été jugées ni même inculpées. Nous demandons à la communauté internationale de ne pas oublier ces prisonniers et de recourir à tous les moyens diplomatiques dont elle dispose pour assurer leur bien-être et leur libération.

Amnesty International appelle le gouvernement érythréen à :

- libérer immédiatement tous les prisonniers d'opinion incarcérés en Érythrée en raison de leurs opinions ou de leurs croyances ;
- dévoiler le sort et l'état de santé des milliers de personnes qui se trouveraient en détention arbitraire et les autoriser à rencontrer leurs avocats, des professionnels de la santé ainsi que leurs proches ;
- mettre un terme à la persécution et aux menaces auxquelles sont en butte les familles des prisonniers d'opinion incarcérés en Érythrée.

FIN

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
web : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)

